

---

Admission à la barre du citoyen Gevigland, vieillard aveugle, qui réclame un secours provisoire, lors de la séance du 22 fructidor an II (8 septembre 1794)

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Admission à la barre du citoyen Gevigland, vieillard aveugle, qui réclame un secours provisoire, lors de la séance du 22 fructidor an II (8 septembre 1794). In: Archives Parlementaires de 1787 à 1860 - Première série (1787-1799) Tome XCVI - Du 10 fructidor au 22 fructidor an II (27 août au 8 septembre 1794) Paris : CNRS éditions, 1990. pp. 362-363;

[https://www.persee.fr/doc/arcpa\\_0000-0000\\_1990\\_num\\_96\\_1\\_15699\\_t1\\_0362\\_0000\\_26](https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1990_num_96_1_15699_t1_0362_0000_26)

---

Fichier pdf généré le 14/01/2020

Le président annonce qu'il vient de recevoir, par la voie de la poste, une lettre chargée qui renferme deux petits morceaux de bois artistiquement liés avec un ficelle. La lettre est écrite en anglais] (68).

## 34

La section de l'Arsenal [Paris] présente une pétition tendante à obtenir des armes pour les citoyens de son arrondissement qui n'en ont pas.

Renvoyé au comité de Salut public, pour en faire son rapport sous trois jours] (69).

## 35

Le citoyen Cocquet, mécanicien, réclame deux petits canons de nouvelle invention, qu'il a remis à Hanriot.

La Convention passe à l'ordre du jour, sauf au citoyen Cocquet à se pourvoir (70).

## 36

Forestier annonce à la Convention nationale que la manufacture d'armes de Moulins vient de faire un second envoi de 300 fusils garnis de leurs baïonnettes et de 12 200 pièces d'armes à la commission des armes de Paris : il a été présent à la visite qui a été faite de ces différents ouvrages, qui ont été trouvés parfaits, ainsi que le précédent envoi de 600 fusils garnis de baïonnettes, et de 6 000 pièces d'armes; et dit que la manufacture de Moulins, établie au centre de la République et au milieu de toutes les matières premières, ne peut manquer de s'élever promptement au plus haut degré d'activité et de perfection : il loue le zèle des entrepreneurs et des ouvriers, et il demande la mention honorable des efforts de toute la manufacture et l'insertion au bulletin.

Décreté (71).

## 37

Opoix (de Seine-et-Marne), par motion d'ordre, fait lecture de ses réflexions sur la décence à observer dans les monuments nationaux, qui doivent rester exposés aux regards publics.

(68) *Moniteur*, XXI, 709, *Débats*, n° 718, 374.

(69) *P.-V.*, XLV, 152. *Ann. R. F.*, n° 281; *F. de la Républ.*, n° 429; *J. Mont.*, n° 132.

(70) *P.-V.*, XLV, 152.

(71) *P.-V.*, XLV, 152. C 318, pl. 1 284, p. 35, minute de la main de Forestier. Décret non mentionné dans C\*II<sup>20</sup>, 22 fructidor. *Moniteur*, XXI, 712. *Bull.*, 23 fruct.; *Ann. R. F.*, n° 281; *F. de la Républ.*, n° 429; *J. Fr.*, n° 714; *M. U.*, XLIII, 363; *Rép.*, n° 263.

Il en demande le renvoi au comité d'Instruction publique.

Décreté (72).

## 38

Sur la proposition d'un membre, la Convention nationale décrète que les inspecteurs de la salle sont autorisés à recevoir les projets présentés, pour les différents concours, par le citoyen Berruer, sculpteur, et à les faire placer dans le salon de la Liberté (73).

## 39

La Convention nationale décrète que la totalité de la maison ci-devant dite de l'Archevêché sera employée à l'usage du grand hospice d'humanité de Paris;

Charge la commission des secours publics de prendre sans délai les mesures nécessaires pour mettre à la disposition dudit hospice les diverses pièces qu'il n'occupe pas dans la maison ci-devant l'Archevêché (74).

## 40

Le citoyen Gevigland, âgé de soixante-neuf ans, et aveugle, se présente à la barre, et réclame un provisoire sur une rente de 1 200 L qui lui est due sur les biens de Laborde, tombé sous le glaive de la loi.

[Pétition du citoyen Gevigland à la Convention nationale] (75)

Citoyens représentants,

Agé de 79 ans, aveugle depuis 10 et ayant donné comme médecin mes soins gratuits pendant 30 ans aux sans-culottes, je suis à la veille de mourir de faim, si la Convention nationale ne s'occupe pas de mon sort.

Voici ma situation. Je possède 1 600 L de revenu, fruit de mes économies, dont 400 L sur la Trésorerie nationale et 1 200 L sur la succession du banquier Laborde tombé sous le glaive de la loi. Il m'est dû par cette succession 14 mois d'arrérages, ce qui fait 1 400 L. Les

(72) *P.-V.*, XLV, 152-153. C 318, pl. 1 284, p. 36. Décret n° 10 803. Rapporteur : Opoix. *J. Fr.*, n° 714; *F. de la Républ.*, n° 429; *M. U.*, XLIII, 361; *J. Mont.*, n° 132.

(73) *P.-V.*, XLV, 153. C 318, pl. 1 284, p. 37. Minute de la main de M. J. Chenier. Décret, n° 10 794.

(74) *P.-V.*, XLV, 153. C 318, pl. 1 284, p. 38. Minute de la main de Roger Ducos. Décret n° 10 806. *Débats*, n° 719, 391; *Moniteur*, XXI, 709-710; *Rép.*, n° 263; *Ann. R. F.*, n° 281; *F. de la Républ.*, n° 429; *Gazette Fr.*, n° 983; *J. Fr.*, n° 714; *J. Perlet*, n° 716; *J. S.-Culottes*, n° 571; *J. Mont.*, n° 132. Les journaux placent ce décret après la discussion qui suit l'adresse de la section de Mutius-Scaevola, et l'intervention de Roger Ducos. Voir plus haut n° 11.

(75) C 318, pl. 1 284, p. 29. *F. de la Républ.*, n° 429; *Débats*, n° 719, 390.

preuves en sont à la liquidation et au comité des Secours publics. Elles ont été renvoyées par vos ordres à ce comité, lors de la première demande d'un secours imputable sur les arrérages susdits. Le comité n'ayant pu prononcer dans la crainte que la succession Laborde qui se trouve solidaire avec celle des autres Fermiers généraux ne soit abordée par la créance de la nation.

J'ai en conséquence recours à la bienveillance et à la justice de la Convention. J'espère qu'ayant égard à mon âge, à ma conduite avec les sans-culottes pendant 30 ans et à mes infirmités, elle voudra bien me faire payer une année de revenu que j'ai constitué en viager sur Laborde, acompte des 14 mois qui sont déjà échus.

La demande de Gevigland convertie en motion par un membre, la Convention nationale décrète que, sur le vu du présent décret, la trésorerie nationale paiera audit Gevigland une somme de 600 L, à titre de secours, imputable sur les arrérages de rente qui pourroient lui être dus.

Le présent décret sera inséré au bulletin de correspondance (76).

## 41

PORCHER au nom du comité de Législation :

Depuis le malheureux événement de l'explosion de la poudrerie de Grenelle, vous avez eu les yeux continuellement ouverts sur tout ce qui pouvait en corriger l'amertume, et votre sollicitude aussi active que bienfaisante n'a rien négligé pour adoucir le sort des blessés, ainsi que celui des parents des infortunés citoyens dont nous avons eu à déplorer la perte. Il nous reste encore un acte de justice à exercer envers eux; organe du comité de Législation, je viens en ce moment vous le proposer.

Nous venons d'apprendre que ces mêmes parents se présentaient pour réclamer les hardes et effets trouvés sur eux; nous nous sommes empressés d'accueillir une demande aussi juste, et il n'a pu exister de difficultés que sur le mode d'y satisfaire. Nous sommes heureusement instruits que ces difficultés peuvent s'aplanir considérablement, et par les procès-verbaux qui furent dressés le jour même, et par les cartes de citoyens dont les victimes de cette explosion se sont trouvées nanties. Pour achever de faciliter cette remise, il faut maintenant recueillir avec soin tous ces effets, dont un grand nombre sont éparés, indiquer un magistrat qui puisse statuer promptement sur les réclamations, faciliter la vérification de leur légitimité, prendre les précautions suffisantes pour éviter les méprises dans les restitutions, faire disparaître enfin toutes les formalités susceptibles d'entraîner des lenteurs et des frais; car ils serait à craindre qu'une trop longue perte de temps et la plus

légère dépense n'absorbassent de reste le produit des réclamations, dont quelques-unes seront infiniment modiques. Votre comité a tâché d'atteindre ce but, et c'est pour y parvenir qu'il a rédigé le projet de décret qu'il m'a chargé de vous présenter (77).

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de [PORCHER au nom de] son comité de Législation, décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. Tous les effets et hardes appartenants aux citoyens qui ont péri par l'explosion de la poudrerie de Grenelle, seront remis (si fait n'a été), dans les trois jours qui suivront la publication du présent décret, au comité civil de la section des Invalides, pour être déposés dans le lieu qu'il indiquera.

II. Les membres de ce comité sont chargés, sous leur responsabilité, de poursuivre le recouvrement de ces effets. Les dépositaires ou détenteurs qui ne les auroient pas remis dans le délai fixé par l'article premier, seront condamnés à une amende de 300 L.

III. Les citoyens qui, en qualité d'héritiers, croiront avoir droit à leur répétition, adresseront leurs réclamations au juge-de-paix de la section des Invalides, lequel, assisté de deux assesseurs, prendra tous les moyens qui lui paroîtront propres à s'assurer de leur légitimité, et y fera droit sommairement et sans frais. Ces jugements ne seront pas sujets à l'appel.

IV. Ces réclamations ne pourront avoir lieu que jusqu'au premier nivôse prochain; passé cette époque, elles ne seront plus reçues. Les effets non-réclamés, ou dont la réclamation n'aura pas été jugée fondée, seront vendus par le comité civil chargé du dépôt, et la somme qui en proviendra sera jointe aux dons qui ont déjà été et qui pourroient être faits dans la suite en faveur des citoyens blessés, et de ceux qui ont perdu leurs parents dans cet événement, pour leur être distribuée. L'amende dont il est parlé dans l'art. II, aura la même destination.

V. Pour justifier de leur qualité d'héritiers, il suffira aux réclamans de présenter un acte de notoriété qui la constate. Cet acte sera donné sans frais par le comité de leur section ou commune, sur l'attestation de trois citoyens, et il sera dispensé de la formalité du timbre et de l'enregistrement (78).

## 42

Un membre [Jean DE BRY], au nom du comité d'Inspection, obtient la parole et dit :

(77) *Moniteur*, XXI, 707.

(78) *P.-V.*, XLV, 153-155. C 318, pl. 1 284, p. 30, minute de la main de Porcher. Décret n° 10 804. *Moniteur*, XXI, 707. *Débats*, n° 719, 390-391; *J. Paris*, n° 617; *Ann. R.F.*, n° 281; *F. de la Républ.*, n° 429; *J. Fr.*, n° 714; *J. Perlet*, n° 717; *J. S.-Culottes*, n° 572; *M. U.*, XLIII, 361-362, *Rép.*, n° 263-264; *J. Mont.*, n° 132.

(76) *P.-V.*, XLV, 153. C 318, pl. 1 284, p. 39. Minute de la main de Roger Ducos. Décret n° 10 795. *Bull.*, 22 fruct. (suppl.). *Débats*, n° 719, 390.